

Après la victoire de Fillon à la primaire de la droite

Avec un écart encore plus massif que ce que prévoyaient les sondages, Fillon écrase Juppé au second tour des primaires de la droite avec 66,5% des voix. Par ce choix, la droite bourgeoise et traditionaliste se réaffirme comme force politique conséquente et assumée. Face à la faiblesse des organisations d'extrême gauche et à la crise du mouvement ouvrier, la période exige une analyse précise de la situation avec un premier objectif clair : s'organiser pour faire face.

Fillon : une thérapie de choc historique contre le monde du travail

Nous aurions tort de considérer que tous les programmes des serviteurs du capitalisme se valent. Bien sur, Sarkozy et Hollande ont multiplié les cadeaux aux patrons. Hollande a commencé les réformes structurelles avec la loi travail. Mais pour les capitalistes, ce sont des réformettes. Face à la crise et à la perte de compétitivité de l'économie française, l'aile consciente du patronat préconise une thérapie de choc pour en finir avec le « modèle social issu du Conseil national de la Résistance ». Pour elle, Juppé se situait dans la continuité de Hollande et Sarkozy était un populiste peu crédible. Fillon est leur candidat idéal, son réseau patronal est impressionnant et il est abreuvé de leurs subsides¹. Sans détailler l'ensemble de son programme économique, il faut en rappeler les principaux axes pour mesurer l'ampleur des attaques en préparation :

- **L'abolition de toute durée légale du travail dans le privé**, et la possibilité pour les patrons de porter la durée du travail jusqu'à 48h sur simple accord d'entreprise.
- **Le passage aux 39h pour les fonctionnaires payés 37h** : autrement dit, travailler plus pour gagner moins en salaire horaire.
- **Un démantèlement du droit de travail**, avec notamment la possibilité de licencier pour motif de « réorganisation de l'entreprise ». Autrement dit, les patrons pourront se débarrasser de leurs salariés sans aucune entrave.
- **Un grand choc fiscal pour faire payer plus les pauvres et moins les capitalistes**. Fillon promet une baisse gigantesque (50 milliards) des impôts et cotisations payés par les entreprises. Fillon promet la fin de l'ISF, la baisse de l'imposition sur les donations, la baisse du taux d'impôt sur les sociétés (de 33% à 25%). Il propose en revanche d'augmenter la TVA, l'impôt le plus injuste.
- **La destruction de la Sécurité sociale²** : la Sécu ne rembourserait plus que les maladies graves. Pour la « médecine de confort » (sic), chacun.e devra se débrouiller. Les cotisations salariales maladie seront supprimées... et les salarié.e.s seront invité.e.s à se tourner vers les assurances si ils/elles veulent se couvrir ! L'aide médicale d'État sera supprimée. Les allocations chômage seront dégressives pour en finir avec « l'assistanat » qui est pour Fillon la véritable cause du chômage de masse
- **Une baisse massive des dépenses publiques, de 110 milliards**. Il s'agit d'en finir avec « l'État providence » et de purger la fonction publique en supprimant 500 000 fonctionnaires. Cela signifie la fin (ou presque) des recrutements dans la fonction publique pendant 5 ans. L'âge de départ à la retraite sera repoussé à 65 ans.

Nous aurions tort de prendre ce programme à la légère en pensant que Fillon ne l'appliquerait pas une fois au pouvoir. D'ores et déjà, Fillon s'entoure de conseillers patronaux pour préparer des ordonnances afin de mettre en œuvre la thérapie de choc dès les premières semaines de son quinquennat. Il pourrait nommer comme premier ministre, Henri de Castries, ancien PDG d'Axa de 2000 à 2016, par ailleurs catholique traditionaliste. La menace est sérieuse et historique.

Avec le soutien des militants du PCF, Mélenchon occupe tout l'espace de la gauche anti-libérale

On évoque souvent une « droitisation » de la société française. Ce n'est pas si simple : on observe surtout un décrochage des catégories populaires vis-à-vis des partis institutionnels qui appliquent les mêmes politiques néolibérales contre les classes populaires³. Certes, c'est l'extrême-droite qui profite principalement de ce rejet et qui

1 <http://www.marianne.net/francois-fillon-candidat-banquiers-grands-patrons-c-est-lui-100248068.html>

2 C'est tout l'édifice de la Sécurité sociale, dont les origines sont retracées par le film « La Sociale » (<http://www.lasociale.fr/>), qu'il s'agit de détricoter au profit d'une logique d'assurance individuelle.

3 C'est le symptôme d'une crise d'hégémonie des élites néolibérales, que signale également la victoire du Brexit au Royaume-

parvient beaucoup mieux qu'un PCF, institutionnalisé et compromis avec le PS, à incarner le rejet du « système ». **Mais la percée de Mélenchon montre qu'une contestation du système sur la gauche trouve un large écho dans les catégories populaires.** Mélenchon nous ressort le vieux programme keynésien de relance assaisonné d'un patriotisme douteux. Il a eu l'habileté de couper les ponts avec un PS en décomposition et de porter le fer contre les institutions de l'Union européenne et les traités de libre-échange. Ce positionnement et ses talents de tribun lui permettent aujourd'hui de dépasser Hollande dans les sondages, et d'atteindre environ 15% d'intention de vote.

La direction du PCF ne voulait pas soutenir Mélenchon et cherchait un plan B. **Le vrai choix de Pierre Laurent est Montebourg** (pour ne pas couper les ponts avec le PS et négocier un bon accord pour les législatives), mais il ne pouvait pas assumer d'attendre les résultats de la primaire du PS, et de devoir faire un autre choix au cas où Montebourg serait battu. Début novembre, il a donc pris position pour un soutien à la candidature de Mélenchon, avant d'être mis en minorité par la Conférence nationale du PCF (qui a opté pour une candidature du PCF). Mais les militant.e.s du PCF lui ont donné raison, en votant à 53,6% pour un soutien à Mélenchon. Les militant.e.s du PCF avaient le choix entre un soutien à Mélenchon et le soutien à une candidature du PCF, avec l'hypothèse que ce choix pourrait être remis en cause si une candidature de « rassemblement » émergeait. Mais une troisième option, celle d'une campagne sur une ligne anticapitaliste et communiste leur a été refusé⁴.

En votant pour un soutien à la candidature de Mélenchon, beaucoup de militant.e.s du PCF ont voulu éviter le scénario d'une candidature du PCF à la droite de Mélenchon ou d'une candidature du PCF fantôme qui se rangerait ensuite derrière Montebourg, qui se réclame désormais du « gaullisme social » (sic). Le candidat du PCF pressenti était André Chassaigne, qui n'incarne pas vraiment la radicalité, soutient Tsipras, et s'imagine même siéger dans un même groupe parlementaire que son ami Jean Lassalle, député Modem (qui a appelé à voter Sarkozy en 2012) ! Indubitablement, il est plus progressiste de soutenir Mélenchon que de soutenir une candidature droitiste du PCF qui ferait 2%. Le secteur du PCF le plus en pointe contre le soutien à Mélenchon était la commission économique du PCF (autour de la famille Boccara), qui prône une réforme des institutions de l'UE et qui a depuis longtemps abandonné toute idée de remettre en cause la propriété privée des moyens de production.

Après les militant.e.s d'Ensemble⁵, les militant.e.s du PCF ont donc opté pour la candidature qui s'impose dans l'espace de la gauche antilibérale. La Fédération du PCF des Deux-Sèvres, qui est la seule à s'être déjà engagée depuis le mois de juin dans la campagne de Mélenchon, a vu ses effectifs militants augmenter de 30%⁶. Cela est un indicateur de plus de la dynamique de la campagne Mélenchon.

La présidentielle de 2017 est plus ouverte que jamais

Fillon est-il le meilleur candidat pour la droite ? On peut en douter. La base électorale de Fillon est les retraités et les catégories supérieures. Son programme ultra-libéral et ultra-réactionnaire fera fuir une partie de l'électorat modéré de centre-droit qu'aurait pu capter Juppé. Les cadres urbains auront du mal à voter pour un tel individu. Et il aura du mal également à séduire l'électorat populaire que parvenait à retenir malheureusement en partie Sarkozy. Il a le charisme d'une huître et il incarne trop la vieille bourgeoisie pour séduire les travailleurs/euses. Avec Fillon, la droite n'est pas sur d'être au second tour de la présidentielle, d'autant plus qu'il y aura des candidatures au centre (Macron et peut être Bayrou) qui affaibliront la candidature de Fillon.

Si la présence de Marine Le Pen est malheureusement fort probable (elle dispose dorénavant d'un socle électoral solide au-delà de 25%), le jeu est ouvert pour savoir qui sera son adversaire au second tour. Le PS n'en finit plus de se décomposer, et Valls évoque dorénavant l'hypothèse de se présenter à la primaire du PS face à Hollande⁷. Les candidatures se multiplient au centre gauche (les radicaux de gauche ont dorénavant leur candidat depuis ce week-end : Sylvia Pinel⁸) et au centre droit. Cette décomposition du PS et le positionnement ultra-libéral de Fillon font le jeu de Mélenchon, qui pourra incarner cette fois-ci le « vote utile » à gauche face aux menaces Fillon et Le Pen. En outre, l'exacerbation de la crise pourrait amplifier la polarisation et radicaliser l'électorat au fur et à mesure de la campagne. L'hypothèse d'un duel entre Mélenchon et Le Pen n'est aujourd'hui plus de la science fiction.

Uni ou l'élection de Trump aux USA : cf. <http://tendanceclaire.org/article.php?id=1081>

4 Cf. <http://tendanceclaire.org/article.php?id=1079>

5 Cf. <http://tendanceclaire.org/breve.php?id=21523>

6 Cf. <http://www.marxiste.org/actualite-francaise/politique-francaise/2081-le-pcf-et-la-france-insoumise-l-exemple-dans-les-deux-sevres>

7 Cf. http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2017/article/2016/11/27/primaire-valls-accentue-la-pression_5038798_4854003.html

8 Cf. http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2017/article/2016/11/26/le-prg-investit-sylvia-pinel-a-la-presidentielle-sans-passer-par-la-primaire-de-la-gauche_5038743_4854003.html

La candidature Poutou n'a du sens que si elle se démarque des fausses solutions de Mélenchon et si elle propose une alternative communiste

Contrairement ce que croit une partie du NPA, notre parti ne bénéficie pas d'un « espace » élargi par rapport à 2012. Au contraire, la dynamique autour de Mélenchon et son éventuelle qualification pour le second tour exerceront une pression sur la candidature Poutou. Nous devons donc être capables d'expliquer le sens de cette candidature, et arrêter de répéter que nous faisons partie de la même famille (la « gauche radicale ») et que nous nous différencions de lui uniquement sur la question de l'internationalisme.

Nous devons expliquer que Mélenchon est en apparence « anti-système », mais qu'il ne remet pas en cause le système capitaliste. Ses solutions antilibérales sont une impasse totale, et elles conduiront au même échec que Mitterrand en 1981 ou Tsipras en 2015. Dans un capitalisme en crise, il n'y a aucune marge de manœuvre pour des réformes sociales qui bénéficient durablement aux travailleurs/ses. Nous devons expliquer que la seule alternative à la barbarie capitaliste, c'est une mobilisation d'ensemble des travailleurs/ses avec ou sans emploi, des précaires, des jeunes qui débouche sur un renversement de l'État capitaliste. Cela n'est possible qu'en s'organisant avec l'objectif d'exproprier les capitalistes partout où ils se trouvent, seule manière pour les travailleurs/ses d'exercer réellement le pouvoir à tous les niveaux. Il nous faut remplacer le semblant de démocratie actuel par une démocratie authentique, qui nécessite d'en finir avec le pouvoir des capitalistes sur nos vies.

Notre campagne ne doit pas être un catalogue de mesures d'urgence, qui peut apparaître sympathique mais qui n'a aucune crédibilité si nous n'expliquons pas quelles sont nos solutions concrètes pour les traduire dans la réalité. C'est le sens de notre contribution à la dernière réunion de la direction du NPA les 19 et 20 novembre⁹ pour sortir la campagne Poutou du marasme et l'invisibilité. Nous poursuivrons ce combat parce que nous ne désespérons pas que la candidature Poutou porte le projet d'une alternative communiste à la hauteur de la crise historique du capitalisme que nous subissons.

Pour nous, la campagne Poutou est aussi l'occasion de faire converger les luttes en cours, notamment contre la répression, les violences policières, l'islamophobie d'État et le racisme, l'expulsion de la ZAD de Notre-Dame des Landes, et de montrer que le NPA n'est pas un parti « électoraliste », comme le reproche nous en est parfois fait. Elle permet d'articuler notre intervention dans les luttes en cours avec la perspective de la prise du pouvoir économique et politique par les travailleur-e-s. Nous invitons tou-te-s nos lecteurs/trices qui se sentent en sympathie avec cette démarche, à s'organiser avec nous pour soutenir la campagne de Philippe Poutou sur des bases communistes révolutionnaires.

9 Cf. <http://tendanceclaire.org/article.php?id=1087>